

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Aznar a bel et bien envisagé un coup d'état !

- International - Europe -

Date de mise en ligne : samedi 20 mars 2004

Démocratie & Socialisme

Les peuples d'Espagne ont été retournés par la violence du crime qui les a ramenés aux images de la guerre occultée, celle de 1936-1939 (n'a t'on pas entendu un de ces journalistes ignares dire que "Jamais Madrid n'avait connu autant de morts" ?) . Il est vrai que dans la guerre comme dans le terrorisme, ce sont les salariés qui trinquent.

C'est pourquoi 77 % des espagnols ont voté, et qu'une majorité écrasante s'est dégagee contre la guerre.

Le régime Aznar a bel et bien envisagé le coup d'Etat : la suspension des élections. Aznar a reculé dans la nuit les précédant, en se déchirant avec ses amis à ce sujet, car s'ils avaient fait cela ils n'étaient pas sûrs de gagner : par millions dimanche matin les électeurs montant aux urnes se seraient heurtés à la Guardia Civil. Ils ont reculé car ayant déjà perdu le bénéfice de l'attentat qu'ils avaient cru pouvoir exploiter, ils allaient perdre tout contrôle et ouvrir une situation quasi insurrectionnelle.

La politique de Zapatero, diffère de celle d'Aznar car, avec un secteur de la bourgeoisie espagnole et le soutien notamment de la bourgeoisie catalane, Zapatero entend passer de l'alliance avec Washington à l'alliance avec Francfort et Paris. L'annonce immédiate du retrait des troupes espagnoles d'Irak reflète à la fois cette orientation et, dans sa hâte, la pression des masses. Elle est leur victoire.

Et non « celle des poseurs de bombes » comme tant de journalistes indignes ont osé le dire en France

Lettre de Barcelone

source : supplément Numéro 31 du 16 mars 2004 de la revue Utopie Critique

Tout le monde est au courant de tous les faits, depuis l'attentat jusqu'à la victoire de Zapatero, mais j'ai envie de vous raconter le reste, c'est-à-dire l'ambiance du week-end, qui était vraiment très très étrange. J'irai jusqu'à dire que c'était une ambiance de coup d'état. La nervosité générale et l'incertitude absolue quant au déroulement des événements, le nombre de coups de théâtre et les brefs aperçus de ce qu'on devinait comme un exceptionnellement intense ballet du pouvoir, y faisaient penser.

Évidemment, pas un coup d'état militaire (quoi que, au vu des conversations ce matin, l'idée a traversé la tête de tout le monde), mais en tout cas un coup d'état médiatique.

Tout le monde sait à quelles pressions ont été soumis les médias du monde entier, de la part d'un gouvernement qui a vraiment paniqué et qui, l'espace de deux jours, a montré par ses réflexes en temps de crise que son atavisme n'est pas démocratique, mais franquiste.

Le gouvernement, depuis que les élections catalanes de l'automne avaient été remportées par une collation PS + gauche républicaine catalaniste, était entré dans une stratégie de radicalisation à outrance et de déstabilisation, dont je vous passe les détails mais qui avaient contribué à créer des haines assez tenaces de part et d'autre (le Premier ministre catalan rencontre secrètement les dirigeants d'E.T.A. Le gouvernement central le sait mais n'intervient pas, préférant utiliser la chose politiquement 15 jours plus tard. Le PP sort la grosse artillerie contre le PS, accusé de pactiser avec les complices du terrorisme, puis carrément avec les terroristes eux-mêmes. Ce faisant, il accule le

Premier ministre catalan à la démission. En repréailles, celui-ci annonce qu'il dirigera la liste de son parti aux élections générales, et qu'on verra ce qu'on verra. Sur ce, ETA annonce une trêve en Catalogne, mais pas dans le reste de l'Espagne. Haro sur le baudet catalan. Des articles commencent à fleurir dans la presse sur le catalan, ce "juif caché de l'Espagne" : il est lâche, égoïste, secret et fourbe, et il aime l'argent par-dessus tout. Rajoy, candidat du PP, déclare en février que grâce au pacte catalano-ETA, désormais ce seront les Madrilènes qui mourront, tandis que les Catalans pourront dormir sur leurs deux oreilles.

Le jour de l'attentat, la première déclaration du gouvernement central est de dire que grâce aux catalans et à leur gouvernement séparatiste, c'est à Madrid que l'on meurt et pas à Barcelone. Mais pour cela, il faut impérativement qu'ETA soit l'auteur de l'attentat. Et vous connaissez la suite.

Avec les manifestations de vendredi, la tension est nettement montée d'un cran entre les partisans du PP qui s'accrochaient à la thèse ETA et tous les autres qui, à des degrés divers, commençaient à être très en colère contre le mensonge institutionnel permanent.

TVE (la télé publique espagnole) a fait un compte-rendu outrancièrement partial des manifs (ne montrer que des gens en deuil et/ou soutenant le gouvernement, quand la grosse majorité des manifestants demandait des explications, voire montrait sa colère ; faire des coupes très voyantes dès que la caméra ou le micro captait des slogans hostiles, etc.).

Dans les journaux de samedi midi, on annonce un meurtre politique à Pamplona : une rombière militante du PP a voulu obliger son boulanger à coller une affiche "ETA assassins" dans sa vitrine. Refus du boulanger, militant basque notoire. La rombière monte chez elle, se plaint à son mari policier, lequel descend à la boulangerie et vide son arme de service sur le commerçant : une balle dans le ventre, une dans la tête, et trois autres alors qu'il était au sol.

Là, ça a commencé à sentir l'émeute.

Manifestations spontanées tout l'après-midi, nettement plus énervées que la veille. On sentait nettement qu'une mauvaise mayonnaise était en train de prendre. La soirée a été très tendue. TVE tentait de cacher l'existence des manifs, ou de les réduire à de l'agitation groupusculaire. Peine perdue : les manifs se convoquaient par SMS. Et puis tout à coup, rideau, et film. Pas programmé. Pourquoi un film ? Et en plus, le choix du film : l'histoire d'un attentat commis par ETA. Oui, toute honte bue, la *Propagandastaffel* dans ses oeuvres.

Faut dire que TVE n'en était pas à son coup d'essai : la thèse de l'ETA a été la seule évoquée jusqu'à dimanche matin, et le ministre de l'intérieur faisait une intervention toutes les 10 minutes pour rappeler que c'était un coup de l'ETA. Tout cela s'inscrivant dans une longue tradition de TVE, qui n'a interviewé le leader de l'opposition socialiste qu'une seule fois en 4 ans, pour l'interroger sur une crise interne dans son parti.

Dans ses interventions, le ministre utilisait une quantité inhabituelle de cirage pour les pompes de ses flics. Et pour cause : toutes les enquêtes concordaient pour disculper ETA et incriminer un groupe islamiste. Les flics du centre national d'enquête, excédés, finissent par envoyer un communiqué à la radio Cadena SER, dans lequel ils indiquent que 99 % des pistes convergent vers un attentat islamiste. 15 minutes plus tard, le présentateur de la même radio lit d'une voix monocorde le communiqué du directeur du même centre (un général), déclarant que le communiqué précédent était nul et non avenue, et que ETA était bien l'auteur du massacre. Et le ministre de reparaître à la télé pour féliciter ses troupes pour leur travail d'enquête dont il avait refusé de parler jusque-là.

À Barcelone, samedi soir, les gens sont descendus spontanément dans la rue pour allumer des bougies et taper sur des casseroles. Pareil dans toutes les autres villes. Puis des groupes importants sont allés demander des

explications devant les sièges du PP. 5000 personnes à Madrid, tout de même, comme ça, spontanément. Les slogans étaient sans équivoque

- ▶ "antes de votar queremos la verdad",
- ▶ "golpe de estado mediático" ou
- ▶ "esto nos passa por un gobierno facha" ou encore
- ▶ "la sangre del pueblo es el precio de vuestro petroleo".

Bref, chaude ambiance. Et puis surtout, il fallait voir la composition des manifs spontanées : jeunes, vieux, hommes, femmes, de tout comme dans une manif normale, pas du tout le profil du jeune rioter.

À minuit, les anti-émeutes débarquent à Barcelone et commencent à matraquer tout le monde. Motif : nous sommes désormais le dimanche, jour d'élection, et les rassemblements politiques sont interdits. Il paraît qu'à Madrid les flics ne sont pas intervenus : 5000 personnes, ça fait beaucoup de monde, et puis il y avait des tas de télés étrangères présentes, trop risqué. En tout cas, les manifestants faisaient face aux flics en disant : "Qui êtes-vous pour interdire au peuple de s'exprimer ?". Ça sentait la révolution, la volonté du peuple et la force des baïonnettes. Les bruits les plus délirants couraient dans les rangs des manifestants (que l'armée était sur le pied de guerre, que le PP faisait pression sur le roi pour qu'il prenne son parti, que les militants du PP, en apprenant l'attentat jeudi, avaient sabré le champagne, etc.).

Le conseil électoral se réunit à minuit (!!!), et pendant une heure la grande question était : les élections vont-elles être suspendues ?

Va-t-on passer à un vrai coup d'état ?

Finalement, il conclut à une heure du matin de laisser voter, et le gouvernement envoie le ministre de l'intérieur à la télé (à une heure du matin !!) pour avouer que c'était un attentat islamiste. Vous imaginez un peu la tension et la crise au parti populaire pour qu'ils finissent par dire au ministre de l'intérieur Acebes : "Bon, vas-y, on change de stratégie, on va aux urnes".

Dimanche matin, l'ambiance avait changé : les rues étaient noires de monde, tout le monde allait voter, dans un grand calme. La détermination se lisait facilement sur les visages de tout le monde. La télé avait reçu des consignes, et entre deux reportages sur la douleur des victimes, disait désormais que les islamistes étaient suspectés, et même arrêtés. Et voilà.

Très difficile de dire ce qui aurait pu se passer s'il n'y avait pas eu d'élections. Très difficile de dire à côté de quoi on est passé. Mais ce qui est sûr, c'est que les socialistes, qui n'ont pas la majorité absolue, vont être sous pression jusqu'à ce qu'ils effacent le passif du PP : retrait des troupes en Irak (c'est Bush qui a pris un pied au cul, ce week-end), retrait du Plan Hydrologique National, retrait de la Loi de Qualité sur l'enseignement, etc.

Ce qui est sûr aussi, c'est qu'il va y avoir une grave crise au PP, parce que deux lignes se sont affrontées violemment : la ligne extrémiste de la tension jusqu'au bout et du recours à la force, de la suspension des élections et de l'état de siège, et la ligne du respect du verdict des urnes. La deuxième a gagné, mais on a longtemps vécu au rythme du balancement et des hésitations.

(...)

Hasta la vista.